



# CONFÉRENCE SUR LE MOYEN-ORIENT

## Co-organisée par le CMEPP (RAND Corp.) et l'Ifri

Washington, le mardi 25 novembre 2003

### COMPTE-RENDU

Le 25 novembre 2003 s'est tenue une journée de conférence organisée par le Center for Middle East Public Policy (CMEPP) de la Rand Corporation et l'Ifri (Institut français des relations internationales) sur les questions du Moyen-Orient. Ce rapport résume les principaux thèmes traités.

#### **Tour d'horizon**

La première session de cette journée fut consacrée à un tour d'horizon sur le Moyen-Orient.

Les participants français ont précisé que l'analyse ne devait pas porter sur la divergence qui existe entre les États-Unis et l'Europe. La plupart des Européens considèrent qu'il faut traiter avant tout le conflit israélo-arabe alors que les néo-conservateurs américains voient la solution dans des changements de régimes au Moyen-Orient.

Une deuxième différence de point de vue concerne la démocratisation. La majorité des Européens ne croient pas que la démocratisation soit réalisable. Selon un participant français, si les populations moyen-orientales avaient à choisir entre la démocratisation et un gouvernement autoritaire, elles opteraient pour un régime autocrate, comme les Palestiniens l'ont fait en élisant Arafat. Son sentiment est qu'au Moyen-Orient, la vraie force motrice émane du nationalisme.

Cependant, l'ensemble de l'Europe ne partage pas le même avis quant à la manière de gérer la région, en particulier l'Irak. Certains leaders européens, comme le Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, ont été plus proches de la position des Américains. Tout cela a fait qu'il était difficile pour l'Europe de s'exprimer d'une seule voix et d'adopter une stratégie cohérente vis-à-vis du Moyen-Orient.

L'une des questions essentielles est de savoir jusqu'à quel point l'Occident est prêt à tolérer les Islamistes. Une démocratie réelle pourrait mener ces derniers à la victoire (l'Algérie en est une bonne illustration). En Irak, les Chiites pourraient gagner le pouvoir à la suite d'élections libres et Ben Laden pourrait sortir vainqueur d'une élection démocratique en Arabie Saoudite. L'Occident est-il vraiment prêt à l'accepter ?

La complexité de la question vient du fait que la politique américaine à venir n'est pas claire. Selon certains participants américains, le pouvoir des néo-conservateurs est arrivé à son apogée. Les difficultés rencontrées par les États-Unis dans la reconstruction de l'Irak, après la guerre, ont terni leur image. De ce fait, la politique américaine pourrait devenir plus réaliste, ce qui, cependant, est jugé prématuré selon d'autres. Il y a des signes selon lesquels l'intention de Bush est de faire du changement de régime en Irak un thème marquant de sa campagne de réélection.

L'analyse française de la situation en Irak diffère également de celle des Américains. Les Français pensent que l'approche américaine – sécurité d'abord, élections ensuite – ne fonctionnera pas. Selon eux, sans légitimité, le projet de reconstruction de l'armée irakienne échouera. Il faut mettre en place un gouvernement qui soit légitimé par les Irakiens et le processus de reconstruction d'un État irakien viable pourrait prendre des années.

Pour les Français, plus de temps est nécessaire. Une victoire chiite pourrait non seulement avoir un impact déstabilisant en Irak mais aussi des conséquences explosives en Iran.

Nombre de participants se sont déclarés inquiets du fait que les États-Unis pourraient être amenés, sous la pression électorale, à se retirer prématurément. Un tel retrait, s'accordant à penser tous les conférenciers, serait irraisonnable et déstabiliserait aussi bien l'Irak que le Moyen-Orient dans son intégralité.

## Iran

La deuxième session a été consacrée à l'Iran. Le problème de l'Irak a attiré une plus grande attention, en particulier chez les Européens, vers l'Iran. En même temps, les différends entre les États-Unis et l'Europe se sont amenuisés. Les quatre points essentiels dans l'accord entre l'Europe et l'Iran - les droits de l'homme, le processus de paix, le terrorisme et les armes de destruction massive – sont partagés par les États-Unis.

L'idée européenne, selon laquelle l'Occident doit traiter le problème iranien, est partagée par un conférencier américain. Le vrai problème réside en ce que l'existence de la bombe en Iran aurait un impact des plus négatifs sur les dynamiques politiques de la région, en particulier la question nucléaire en Égypte pourrait être rouverte. Trois éventualités ont été étudiées :

1. L'Iran coopère. Il reçoit le message : il accepte les restrictions de l'IAEA mais continue à développer son cycle du combustible. Cela serait inacceptable pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France,
2. L'Iran applique les termes du NPT mais suspend sa production d'énergie nucléaire avec la garantie qu'on ne lui interdirait pas de la reprendre, ce qui serait une option séduisante. Personne ne peut vraiment empêcher l'Iran de fabriquer la bombe s'il la veut. Le but du jeu est de gagner du temps et de retarder le processus dans l'espoir que les modérés adopteront une position plus souple sur l'acquisition des armes nucléaires,
3. « Pas de Bushehr ». L'objectif serait de stopper le développement du réacteur Bushehr mais cela s'avèrerait utopique car pour l'Iran, Bushehr est le symbole de la fierté nationale.

Quoi qu'il en soit, les conférenciers tombent d'accord sur le fait que les États-Unis et l'Europe ont tout intérêt à accorder leurs violons sur ce problème de Bushehr. Les Iraniens sont attentifs aux différends américains et européens et pourraient les exploiter.

La politique étrangère de l'Iran, selon un participant français, est guidée par la peur d'être encerclé par les États-Unis. L'Iran se voit entouré par les alliés des Américains : Afghanistan, Irak, Turquie, Pakistan et bientôt aussi au Caucase et en Asie Centrale. Les Iraniens ne veulent pas d'un État afghan centralisé et fort. Ils veulent un Afghanistan décentralisé et faible, ce qui leur permettrait de laisser les seigneurs de la guerre jouer les uns contre les autres. Il en est de même en Irak. Cependant, ils ne veulent pas que les Kurdes prennent trop de liberté à cause des conséquences que cela pourrait avoir sur les Kurdes en Iran.

Sur le plan domestique, les réformateurs ont perdu beaucoup de leur légitimité et pourraient ainsi se retrouver affaiblis lors des prochaines élections. Les conservateurs pourraient obtenir la majorité au Parlement. Cela pourrait compliquer le jeu politique et rendre difficile le règlement du problème iranien. Les conservateurs iraniens ont, semble-t-il, deux modèles de développement politique :

1. l'Égypte : le modèle égyptien montre qu'il est possible de gouverner un pays avec seulement 10/15% de la population participant à la vie politique,
2. la Chine : le modèle chinois démontre la possibilité d'un développement économique sans démocratie.

Sur la question nucléaire, il y a un consensus général sur le fait que les Iraniens veulent gagner du temps. Le danger cependant réside dans l'émergence d'un nouveau différend transatlantique sur ce point. D'un côté, les Américains pourraient accuser les Iraniens de tricher et de l'autre, les Européens pourraient adopter une position plus équivoque sur la base de l'argument « nous ne sommes pas sûrs, nous avons besoin de temps » et la recherche d'une politique transatlantique cohérente s'en ressentirait. Toutefois, l'Iran pourrait trouver un inconvénient à acquérir des armes nucléaires. Si les Iraniens fabriquaient la bombe, ils pourraient se trouver dans une situation moins favorable. Cela pourrait, en effet, provoquer une contre-réaction américaine très forte. D'autre part, le fait d'opter pour la filière nucléaire les empêcherait de développer leurs ressources gazières. Ainsi, l'Ouest se doit de démontrer aux Iraniens l'inconvénient du nucléaire et les avantages de la coopération.

L'argument de certains participants est que la question du soutien iranien à l'égard du terrorisme, en particulier le Hezbollah, est aussi importante que la question nucléaire, un point de vue qui est cependant contesté par d'autres selon lesquels le Hezbollah n'est pas si dangereux. Le Hezbollah s'est effectivement tenu relativement tranquille ces trois dernières années.

De l'avis de certains conférenciers, les Israéliens ont utilisé le problème du terrorisme pour attirer l'attention et le soutien des États-Unis. La question palestinienne ne semble pas si importante non plus aux yeux des Iraniens.

L'un des problèmes de base est que l'Iran n'est pas un acteur unique comme l'Irak sous Saddam Hussein. Il n'y a pas de contrôle central sur la politique iranienne. L'élite est très fractionnée. Les modérés, par exemple, ne paraissent pas disposer de beaucoup d'informations ou de contrôle sur la politique nucléaire iranienne.

Le facteur israélien fut aussi discuté. Plusieurs participants se demandaient pourquoi Israël serait tenté de lancer une attaque contre les zones nucléaires iraniennes. Les Israéliens ont attaqué par surprise la centrale nucléaire Ozirak. Cependant, souligne un participant américain, il est difficile d'imaginer que les Israéliens pourraient mener une telle opération contre des usines iraniennes sans avoir consulté les États-Unis, d'autant qu'une attaque pourrait être contreproductive. On pourrait gagner deux ou trois ans mais l'impact sur la sécurité dans la région pourrait s'avérer catastrophique.

Les États-Unis ne semblent pas avoir une même vue unique sur la façon de gérer le problème iranien. Certains au département d'État militent pour une ouverture limitée vers l'Iran et selon certains participants américains, la volonté de traiter le problème iranien est au stade de l'essai. L'hostilité envers l'Iran de la part du Gouvernement américain est extrêmement aiguë. Par conséquent, la bataille en faveur de l'engagement en Iran est loin d'être gagnée.

## **Irak**

La situation en Irak a été discutée de long en large par les participants et il en ressort deux thèmes majeurs :

1. la situation se dégrade-t-elle ?
2. quels sont les projets pour l'avenir ?

La situation actuelle en Irak est fort complexe, souligne un participant français. La plupart des combats et des résistances sont localisés dans les zones sunnites. Les Kurdes sont dans la situation la plus privilégiée des trois groupes ethniques. Ils sont relativement autonomes et ne posent pas de problème majeur aussi longtemps que les Turcs se tiennent à l'écart. Les Sunnites sont les plus gros perdants. Les Chiites ne sont pas sûrs de ce qu'ils veulent. Ayant été durement abandonnés par les États-Unis en 1991, ils ne leur font plus confiance. Les leaders tribaux ont l'air d'avoir une influence non négligeable sur l'évolution politique du pays.

Les Saoudiens ont grand peur d'une domination chiite en Irak. L'émergence d'une coalition entre les nationalistes séculaires et les Wahabites commence à voir le jour. Avant l'invasion de l'Irak, les deux groupes étaient indépendants mais ils se sont maintenant unis. L'Iran craint aussi un Irak chiite qu'il ne pourrait pas contrôler. La mesure la plus urgente est de procéder à la transmission du pouvoir, qui légitimerait un État organisé. Certains Français ajoutent même qu'il est grand temps de procéder à cette transmission de l'autorité.

L'argument de certains est qu'il est peu probable qu'une solution fédérale soit viable. Le fédéralisme ne serait valable que pour les Kurdes. Une coalition entre Kurdes et Sunnites n'est pas envisageable. Pour les Kurdes, l'arabe sunnite est l'ennemi. Bien que sunnites dans leur majorité, les Kurdes ont plus de points communs avec les Chiites et les deux groupes ont souffert sous Saddam. En même temps, comme le souligne un Américain, un État tripartite n'est pas réalisable. Les Iraniens et les Turcs n'accepteraient pas un État kurde indépendant. A court terme, les Américains sont face à un sérieux dilemme. Il faut qu'ils procèdent très rapidement à la transmission du pouvoir au peuple irakien pour désamorcer la montée de la résistance contre l'occupation mais des élections hâtives pourraient donner le pouvoir à des forces anti-démocratiques et anti-américaines.

## **Syrie/Liban**

Comme l'Iran, la Syrie est une puissance faible et se sent isolée et encerclée par les États-Unis, la Turquie et Israël. La chute de l'Irak est intervenue beaucoup plus rapidement que les dirigeants syriens ne s'y attendaient. Ils ont été pris au dépourvu et n'ont initialement pas su réagir. En outre, les choses s'avèrent encore plus compliquées pour eux en raison de l'état d'inachèvement de la succession dynastique.

À cela s'ajoutent les tensions entre Bashir El Assad et la vieille garde loyale à son père. Dans le même temps, la rue s'islamise même si cela ne se voit pas d'une façon flagrante. Aujourd'hui, il n'y a pas d'espace réel pour la liberté d'expression ou la société civile en Syrie. Et la libéralisation pourrait conduire au renforcement du pouvoir des groupes islamistes.

La Syrie est une pièce maîtresse de la situation politique libanaise et cela, de plus en plus. Cependant, selon un participant français, elle n'est pas prête à abandonner le Liban, au moins pas avant qu'elle n'ait récupéré les hauteurs du Golan. Le Hezbollah est représenté dans le Parlement libanais et est légitimement reconnu dans le paysage politique. Selon certains, en général l'importance de la Syrie est déclinante mais si cette dernière se sentait menacée, elle pourrait créer des difficultés. Une des plus grandes incertitudes est de savoir qui va maintenir l'ordre si le gouvernement syrien tombe.

## **Afghanistan**

Il ressort de la discussion sur l'Afghanistan trois points de vue distincts :

1. la version officielle est que La situation est bonne et que l'on progresse vers la création d'un État démocratique stable,
2. selon les ONG, l'ONU et la presse en général, la situation se détériore. Karzai perd le contrôle de la situation. Il n'y a pas de sécurité, et la production de drogue croît,
3. la situation n'est pas si mauvaise au vu des circonstances.

D'après un participant américain, les méthodes de réforme traditionnelles ne fonctionnent pas et ne tiennent pas compte du changement de la société afghane. L'aide occidentale a été mal dépensée. Des projets devraient être réalisés là où le problème existe, c'est-à-dire dans les zones rurales. Au niveau politique, la situation semble se détériorer. Selon un Français, le Gouvernement de Karzai fait l'objet d'une contre-attaque. Il contrôle Kaboul mais peu le reste du pays. Les Talibans se sentent encouragés par les difficultés rencontrées par les Américains en Irak et pensent que les États-Unis pourraient se retirer de ce pays, et finalement de l'Afghanistan. Du coup, ils multiplient leurs offensives contre le gouvernement de Karzai. Cependant, il ne semble pas que les États-Unis veuillent trop s'engager en Afghanistan.

Selon un conférencier américain, vu le niveau de l'engagement américain, la situation ne serait pas si mauvaise. Tant que la situation internationale n'est pas trop défavorable, les Américains pourront probablement tirer leur épingle du jeu en Afghanistan. Mais si les Américains étaient obligés de se retirer, il y aurait peu de chance que le gouvernement Karzai puisse s'en sortir.

Le problème de la drogue préoccupe de plus en plus. En effet, l'Afghanistan devient un « narco-État ». La situation est exacerbée par le manque de volonté de l'armée américaine de mener des opérations de pacification. La répartition actuelle de ce travail entre « Operation Enduring Freedom » conduite par CENTCOM et OTAN commandé par le SACEUR à Mons (Belgique) accroît le risque de brouiller les cartes.

## **Israël et la question palestinienne**

La session finale a porté sur Israël et la question palestinienne. Un participant français souligne de grandes similitudes entre ce qui se passe en Israël et dans la société palestinienne. La société palestinienne se sent menacée par les assassinats ciblés et la réoccupation des villes de la rive ouest par les Israéliens. Dans le même temps, la société israélienne est de plus en plus traumatisée par la menace des bombes kamikazes palestiniennes. Ce phénomène crée une espèce de schizophrénie au sein des deux communautés mais il est important de différencier le court et le long terme. La majorité de la population israélienne pense que la question palestinienne ne peut être résolue que par la négociation et par l'existence de deux États. Cependant, la politique israélienne conduit à une radicalisation de la société palestinienne. Alors que la majorité de la société palestinienne est en faveur des deux États, une forte minorité préfère une solution bi-nationale.

Les résultats des dernières élections en Israël montrent un très net mouvement vers la droite. Ce changement est lié à une transformation de la société israélienne et n'aidera pas la gauche à faire passer son message. Du côté palestinien, la réforme du système politique (i.e. création du poste de premier ministre) a paradoxalement renforcé Arafat, qui a réussi à réduire le pouvoir du premier ministre. Ainsi, Arafat reste la figure emblématique de la politique palestinienne. Actuellement, la situation est verrouillée mais il y a quelques lueurs d'espoir. L'initiative de Genève ouvre un espace pour un débat interne en Israël. Là est sa vraie signification. De plus, certains Palestiniens sont encore en faveur du cessez-le-feu.

La feuille de route comporte quelques éléments positifs :

1. elle a fixé un but,
2. elle repose sur un consensus mais elle a aussi de sérieux écueils. On n'est pas arrivé au bout des premières étapes. Un participant français a affirmé qu'en plus, elle repose sur des principes erronés : une avancée progressive et des phases successives. Les phases successives n'engendrant pas la confiance, l'avancée progressive devrait être abandonnée. La seule solution serait de s'attaquer à la question de statut final.

Cette approche rendrait nécessaire l'implication de la communauté internationale, en particulier des États-Unis. A ce jour, cependant, la communauté européenne n'est pas prête à soutenir un tel plan, pas plus que les États-Unis. Les États-Unis ne veulent pas vraiment résoudre le conflit. Ils veulent seulement le gérer.

Il n'y a toutefois pas de solution militaire crédible à cette question. Les Palestiniens n'ont pas vraiment d'option militaire. Ils peuvent recourir à la violence mais ne peuvent pas songer à renverser l'équilibre militaire qui est fortement en faveur d'Israël. Ce dernier, de son côté, peut adopter une option militaire mais cela ne résoudrait pas le problème politique de fond.

Un des éléments significatifs de la situation actuelle est que le soutien à la co-existence de deux États perd du terrain chez les Palestiniens. Plus les Israéliens colonisent la rive ouest, plus ils sapent la co-existence de deux États. A la fin, Israël sera face à une alternative : soit accepter la situation telle qu'elle est ou bien accepter un État bi-national et accorder la citoyenneté aux Palestiniens. Mais cette dernière option signifierait que les Israéliens deviendraient la minorité en Israël en quelques décennies en raison du fort taux de naissance palestinien.

En ce qui concerne les relations d'Israël avec les États-Unis, deux importantes questions se posent :

1. combien de temps faudra-t-il pour que le lobby musulman aux États-Unis devienne puissant ?
2. pendant combien de temps la droite chrétienne continuera-t-elle à soutenir Israël ?

En général, l'ensemble des participants considèrent qu'Israël prend des mesures qui ne sont pas vraiment dans son intérêt.